

En ligne tous les mercredis

24 avril 2013

**LA VIE ECONOMIQUE**

- [En 2014, pas de nouvel impôt mais plus d'impôts](#)
- [Ces emplois qui ne trouvent pas preneur](#)
- [Le FMI voit la France tomber en récession en 2013](#)
- [Bercy: record de la dette publique annoncé pour 2014](#)
- [Croissance : le gouvernement jugé trop optimiste par le Haut conseil des Finances publiques](#)
- [Des pistes pour pérenniser l'assurance chômage des intermittents](#)
- [Les dirigeants de PME de plus en plus désespérés](#)
- [Les TPE n'auront plus à publier leurs comptes chaque année](#)
- [Le Sénat adopte le texte sur l'emploi](#)
- [Les Français se préparent à une nouvelle chute de leur pouvoir d'achat en 2013](#)
- [L'épargne salariale débloquée pour 6 mois dès cet été](#)

**COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE**

- [La baisse des allocations familiales touchera 15 % des Français](#)
- [Apple, Amazon, Facebook : un manque à gagner fiscal de près d'un milliard d'euros](#)
- [Evasion fiscale : 353 Français démarchés par UBS](#)

**LA VIE DES ENTREPRISES**

- [Plan social chez le voyageur Thomas Cook France](#)
- [SNCF : l'Etat appelé à reprendre les commandes](#)
- [Hermès fait décoller ses résultats](#)
- [Lakshmi Mittal : « Nous n'envisageons aucune nouvelle fermeture en France »](#)
- [Selon la CGT, GDF Suez prévoit de supprimer 4 000 emplois](#)
- [Dernière minute : Air France, le comité central d'entreprise est placé en redressement judiciaire](#)

**OPINIONS/VIE POLITIQUE**

- [Hervé Gattegno : « C'est démontré : l'austérité est une erreur de calcul »](#)
- [Martine Aubry : « Aider nos PME à s'implanter » en Chine](#)

**TEXTES LEGISLATIFS ET****REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS**

- [La formation professionnelle des demandeurs d'emploi en 2011 : baisse de 4 % des entrées en formation](#)

**Qu'est-ce que Le.Crible ?**

**Le.Crible** se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc. Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

## LA VIE ECONOMIQUE

### ● En 2014, pas de nouvel impôt mais plus d'impôts

Pierre Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances, a confirmé l'information donnée par Les Echos, qui indiquait que le gouvernement allait revoir à la hausse ses prévisions de prélèvements obligatoires – prélèvements obligatoires qui devraient atteindre 46,5 % du PIB en 2014. **M. Moscovici** : « *Il y aura une augmentation des prélèvements obligatoires qui est annoncée de 0,2 à 0,3 points, c'est plutôt de l'ordre de six milliards d'euros. [...] Je peux ici confirmer deux choses : en effet, comme l'a dit le président de la République, s'agissant des ménages, il n'y aura qu'une hausse d'un seul impôt, c'est la TVA qui a déjà été annoncée pour financer le crédit d'impôt compétitivité emploi, qui vise à baisser les charges des entreprises. Deuxièmement, il y aura aussi, je le dis ici, des prélèvements qui viendront essentiellement des niches improductives sur lesquelles nous voulons récupérer des ressources* ». **Le Journal du Dimanche** : « *Les niches servent à faire des économies sur les feuilles d'impôts, si certaines sont supprimées, les contribuables qui en bénéficiaient vont voir leurs impôts augmenter mécaniquement. Et au final, les prélèvements obligatoires, la proportion d'impôts perçus rapportée au PIB français, augmentent. Mais aucun nouvel impôt ou taxe ne devrait être créé. Les prélèvements sociaux (les cotisations salariales et patronales) devraient aussi augmenter. Au total, selon le quotidien économique, le tour de vis devrait être de l'ordre de 10 milliards d'euros* ». On notera la progression des prélèvements obligatoires : 44,9 % du PIB en 2012, 46,3% en 2013 et 46,5% en 2014.

<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/En-2014-pas-de-nouvel-impot-mais-plus-d-impots-602075>  
(Source : [www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr) du 16/04/2013, Vivien Vergnaud – leJDD.fr)

### ● Ces emplois qui ne trouvent pas preneur

Le baromètre « *Tendance emploi compétence* » (TEC), mis au point par le Medef et présenté mardi 16 avril par Laurence Parisot, liste un certain nombre d'emplois qui s'avèrent difficiles à pourvoir. Cuisiniers, employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, caissiers, conducteurs et vendeurs. L'enquête souligne le besoin en formation professionnelle, « *pour mettre en adéquation offres et demandes d'emploi* ». **Libération** : « *Les résultats sont 'extrapolés' des réponses de quelque 24 000 entreprises sur leurs embauches projetées ou réalisées au quatrième trimestre 2012. Au total, ce sont 28 % des entreprises françaises qui auraient désiré embaucher au moins un salarié. Le volume total de postes à pourvoir était de plus d'un million* ». Selon l'enquête, 4 % des entreprises (112 000 possibilités d'embauche) auraient abandonné leur recherche. **La raison ?** « *La difficulté à trouver un candidat disposant des compétences attendues* ». 4 % d'établissements (156 000 embauches) ont, quand à eux, recruté « *avec difficulté* », après avoir mis en place des solutions pour remédier à ces difficultés – pour la moitié, les embauches se sont accompagnées de formations pour les nouveaux salariés. **Laurence Parisot**, au sujet du baromètre : « *Nous souhaitons que cet outil soit utilisé dans le cadre de la conférence sociale [attendue pour juin, ndlr] si une partie des travaux est consacrée à la formation. Il pourra également servir dans la négociation sur l'assurance chômage, car nous souhaitons que les entreprises qui forment le plus leurs salariés payent moins de cotisations* ».

[http://www.liberation.fr/economie/2013/04/16/ces-emplois-qui-ne-trouvent-pas-preneur\\_896542](http://www.liberation.fr/economie/2013/04/16/ces-emplois-qui-ne-trouvent-pas-preneur_896542)  
(Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 16/04/2013, Dominique Albertini)

[Retour au sommaire](#)

### ● Le FMI voit la France tomber en récession en 2013

Le 16 avril, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que la France pourrait tomber en récession en 2013. Le FMI prévoit en effet que le PIB français devrait reculer de 0,1 % en 2013, au lieu de croître de 0,3 % comme initialement prévu. Quant au rebond de 2014, il devrait être moins important que celui espéré par le gouvernement (0,9 %). **Olivier Blanchard**, économiste en chef au FMI : « *La croissance en France devrait être négative en 2013, ce qui reflète une conjonction de la consolidation budgétaire, de mauvaises performances à l'export, et d'une confiance en berne* ». Des prévisions qui s'avèrent plus pessimistes que celles du gouvernement dans son programme de stabilité, transmis à

Bruxelles, et qui avancent une croissance de 0,1 % en 2013 et un rebond de 1,2 % en 2014. D'après **Christine Lagarde**, qui dirige le Fonds, le chômage devrait continuer à grimper dans l'Hexagone, passant de 10,2 % en 2012 à 11,2 % en 2013, puis à 11,6 % en 2014.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-fmi-prevoit-une-legere-recession-en-france-en-2013\\_380503.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-fmi-prevoit-une-legere-recession-en-france-en-2013_380503.html)

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 16/04/2013)

#### ● **Bercy: record de la dette publique annoncé pour 2014**

Le 17 avril, le gouvernement a annoncé ses objectifs de réduction de la dette publique, selon la progression suivante : 3,7 % du PIB en 2013, 2,9 % en 2014, pour atteindre 0,7 % en 2017. Il a par la même occasion revu à la baisse ses prévisions de croissance : 0,1 % en 2013 (au lieu de 0,8 %), 1,2 % en 2014 (au lieu de 2 %), puis 2 % par an jusqu'à la fin du quinquennat. Selon **le ministère de l'Economie et des Finances** : « Ces prévisions sont identiques à celles de la Commission européenne. Une reprise progressive au second trimestre doit permettre un redémarrage des créations d'emplois, puis, au dernier trimestre, un recul du taux de chômage ». Afin de « ne pas compromettre le redémarrage de l'activité économique par davantage de mesure de rigueur », le gouvernement demande « à ses partenaires européens de repousser l'objectif de déficit public sous les 3 % de 2013 à 2014 ». **Huffingtonpost** : « La dette publique, elle, est révisée à la hausse et continuerait à aller de record en record jusqu'en 2014, avant de refluer en 2015, avec un an de retard par rapport aux précédentes prévisions. Selon le programme de stabilité, elle passera de 90,2 % du PIB en 2012 à 93,6 % en 2013 (au lieu de 91,3 % dans les précédentes prévisions), pour atteindre un pic à 94,3 % en 2014. Elle reculera ensuite à 92,9 % en 2015 et jusqu'à 88,2 % en 2017, espère le gouvernement ».

[http://www.huffingtonpost.fr/2013/04/17/pic-record-de-la-dette-publique-2014\\_n\\_3098877.html](http://www.huffingtonpost.fr/2013/04/17/pic-record-de-la-dette-publique-2014_n_3098877.html)

(Source : [www.huffingtonpost.fr](http://www.huffingtonpost.fr) du 17/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

#### ● **Croissance : le gouvernement jugé trop optimiste par le Haut conseil des Finances publiques**

**Le Haut Conseil des finances publiques**, « adossé à la Cour des comptes », a jugé les prévisions de croissance du gouvernement trop optimistes : « Le scénario pour les années 2013 et 2014 est entouré d'un certain nombre d'aléas qui, dans leur ensemble, font peser un risque à la baisse sur les prévisions. Une croissance sensiblement inférieure à 1,2 % en 2014 ne peut être exclue ». **Les obstacles « susceptibles de différer la reprise de l'économie » ?** Le risque de prolongation de la récession dans la zone euro, la reprise incertaine des exportations notamment à destination des pays du sud de l'Europe. Mais aussi les impacts attendus par le gouvernement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui « gagneraient à être davantage documentés ». **Le Haut Conseil** pointe également la consommation des ménages : « Le gouvernement anticipe une baisse des taux d'épargne des ménages pour compenser les effets de la crise » - sauf que, lui, « identifie plusieurs facteurs susceptibles de la contrarier, comme la hausse continue du chômage ou les conséquences patrimoniales d'un retournement du marché immobilier ». **Le Haut Conseil** : « Dans un contexte où le chômage se maintient à un niveau élevé, les prévisions relatives à l'évolution des salaires et, partant, à la masse salariale, paraissent optimistes. [...] Le scénario d'une reprise de l'investissement des entreprises retenu par le gouvernement [...], reste conditionné à l'amélioration des perspectives d'activité ». S'il reconnaît qu'« un certain nombre d'aléas pourraient avoir un impact positif sur la prévision, comme une dépréciation éventuelle du taux de change effectif réel », il relève que le gouvernement appuie ses prévisions de croissance sur la perspective d'une réduction des déficits qui passerait de 4,8 % du PIB en 2012 à 3,7 % en 2013 et 2,9 % en 2014. Or, la Commission européenne, elle, retient « une hypothèse de déficit public en hausse de 0,2 point en 2014, soit 3,9 % ». **Le Haut Conseil** : « Dans le scénario du gouvernement, l'ampleur de l'ajustement budgétaire envisagé qui pèserait sur la croissance serait compensée par l'introduction du CICE et par des importations moins dynamiques. Ces hypothèses paraissent optimistes ».

[http://lexpansion.leexpress.fr/economie/les-previsions-de-croissance-en-2013-et-2014-jugees-trop-optimistes\\_380463.html](http://lexpansion.leexpress.fr/economie/les-previsions-de-croissance-en-2013-et-2014-jugees-trop-optimistes_380463.html)

(Source : <http://lexpansion.leexpress.fr> du 16/04/2013)

### ● Des pistes pour pérenniser l'assurance chômage des intermittents

Le 17 avril, une mission parlementaire, qui a travaillé sous l'égide des commissions des affaires culturelles et de l'éducation et des affaires sociales, a remis son rapport, destiné à « contenir » le déséquilibre financier des intermittents du spectacle. Les membres de la mission ont étudié l'indemnisation chômage des intermittents du spectacle, dont les règles doivent être renégociées à l'automne par les partenaires sociaux. **Libération** : « *La mission estime que le coût des règles spécifiques d'indemnisation des intermittents est nettement en deçà du milliard d'euros avancé par la Cour des Comptes, 'régulièrement brandi par les détracteurs du système'. En se basant sur des chiffres de l'Unedic, elle évalue le surcoût réel des annexes 8 et 10 de l'assurance chômage à 320 millions d'euros, par rapport à ce que coûterait un passage des artistes au régime général* ». **Jean-Patrick Gilles**, député (PS) d'Indre-et-Loire : « *Il faut maintenir un soutien efficace à un secteur porteur d'emplois non délocalisables. [...] Les conditions d'affiliation au régime de l'intermittence sont plutôt restrictives par rapport au droit commun ; le montant et la durée de versement des prestations semblent, en revanche, plus avantageux et en forte croissance. [...] On ne peut envisager de supprimer un régime d'assurance-chômage qui constitue un filet de sécurité essentiel en contrepartie de l'hyper-flexibilité exigée des professionnels du spectacle* ». **Aurélié Filippetti**, ministre de la Culture : « *On va s'attaquer aux dérives, aux abus, aux dysfonctionnements tout en préservant un système qui garantit l'accompagnement de ces gens qui ont par nature des contrats plus précaires que dans certains autres métiers* ». **Parmi les propositions de la mission** : faire davantage contribuer les intermittents les mieux insérés sur le marché du travail en doublant le plafond de l'assiette de cotisations, « afin de contenir le déséquilibre financier », plafonner le cumul mensuel des revenus d'activité et des allocations chômage au montant maximum de l'allocation, soit près de 4 000 euros par mois (ce qui permettrait 33 millions d'euros d'économies), et de l'interdire lorsque la durée mensuelle travaillée est équivalente à un temps plein, pour « maîtriser les dépenses ». **Mme Filippetti** entend également lutter « contre le recours abusif à l'intermittence, notamment dans l'audiovisuel, en incluant dans le Code du travail un dispositif de requalification des CDD d'usage en CDI lorsque le temps de travail auprès d'un même employeur dépasse de façon récurrente 900 heures par an ». **Jean-Patrick Gilles** : « *Les métiers artistiques dans leur ensemble (artistes de spectacles, techniciens de spectacles, auteurs, plasticiens, photographes, designers...) représentaient en 2008, 334 000 personnes, en hausse de 94 % par rapport à 1990, un nombre équivalent à 'la production automobile'* ».

[http://www.libération.fr/economie/2013/04/17/des-pistes-pour-perenniser-l-assurance-chomage-des-intermittents\\_896859](http://www.libération.fr/economie/2013/04/17/des-pistes-pour-perenniser-l-assurance-chomage-des-intermittents_896859)

(Source : [www.libération.fr](http://www.libération.fr) du 17/04/2013)

### ● Les dirigeants de PME de plus en plus désespérés

Le baromètre de l'Observatoire de la performance des ETI, réalisé par OpinionWay pour la Banque Palatine, Challenges et i-Télé, indique que le moral des dirigeants d'entreprise n'a jamais été aussi bas. « *L'indicateur de confiance dans l'économie française à six mois sombre à 11 % en avril. Une chute de 10 points en un mois et de 27 points par rapport à avril 2012* ». **A cela, deux raisons** : 1)- une conjoncture morose ; 2)- une défiance importante envers les pouvoirs publics (85 % des chefs d'entreprise interrogés considèrent que l'environnement législatif, fiscal et juridique actuel n'est pas favorable au développement des entreprises de taille intermédiaire (ETI) dans le pays). **OpinionWay** relève toutefois que « *leur optimisme quant à leur propre activité reste stable, à un niveau élevé, depuis le début de l'année. Ils sont ainsi 67 % à se déclarer "en ligne" avec leurs objectifs* ».

[Retour au sommaire](#)

- **NB** : Méthodologie : enquête réalisée entre le 27 mars et le 5 avril auprès d'un échantillon représentatif de 305 dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 15 et 500 millions d'euros.

[http://www.challenges.fr/economie/20130417.CHA8426/les-dirigeants-de-pme-de-plus-en-plus-desesperes.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130418](http://www.challenges.fr/economie/20130417.CHA8426/les-dirigeants-de-pme-de-plus-en-plus-desesperes.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130418)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 17/04/2013, Pierre-Henri de Menthon)

#### ● Les TPE n'auront plus à publier leurs comptes chaque année

Le 18 avril, Jean-Marc Ayrault, premier ministre, a annoncé la suppression de l'obligation, pour 1,4 million de très petites entreprises (TPE), de publier annuellement leurs comptes, qui représente, selon lui, « *une charge inutile* ». **M. Ayrault** en a profité pour faire « *un bilan d'étape* » du pacte de compétitivité : « *Grâce à la Banque publique d'investissement, 120 millions d'euros ont déjà été utilisés en facilités de trésorerie par les PME et TPE sur les 500 millions mis à disposition. Quelque 430 millions d'euros ont déjà été accordés à des entreprises au titre du préfinancement du crédit d'impôt compétitivité, la mesure-phare de ce pacte. [...] Le dispositif de préfinancement a été lent à démarrer, mais il monte désormais rapidement en puissance, avec près de 200 demandes supplémentaires par semaine auprès de la Banque publique d'investissement. Et sur les autres mesures du Pacte, près des deux tiers sont d'ores et déjà mises en œuvre ou engagées. [Mais] il faut que nous expliquions encore comment fonctionne le crédit d'impôt, c'est un mécanisme simple, mais pas encore assez connu. [...] Il nous faut accélérer la mise en œuvre des 35 mesures du Pacte, et, en effet, aller plus loin sur certaines d'entre elles. Dès aujourd'hui, nous décidons la suppression de l'obligation de rendre publics les comptes pour 1,4 million de TPE, une charge inutile* ».

[http://www.challenges.fr/entreprise/20130418.CHA8542/les-tpe-n-auront-plus-a-publier-leurs-comptes-chaque-annee.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130418](http://www.challenges.fr/entreprise/20130418.CHA8542/les-tpe-n-auront-plus-a-publier-leurs-comptes-chaque-annee.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130418)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 18/04/2013)

#### ● Le Sénat adopte le texte sur l'emploi

Dans la nuit du 20 au 21 avril, le Sénat a adopté le texte sur l'emploi. Pour : 172 voix (PS, Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) et centristes). Contre : PCF + une sénatrice PS (Marie-Noëlle Lienemann). Abstentions : UMP, écologistes. **Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI-UC)** : « *Ce texte représente un tournant avec la flexi-sécurité à la française* ». **Françoise Laborde (RDSE)** : « *Le texte est équilibré* ». **Christiane Demontès (PS)** : « *Nous avons la conviction que ce texte marque une avancée pour les salariés* ». **Michel Sapin, ministre du Travail** : « *C'est un moment de progrès, ce sont des opportunités nouvelles dans le dialogue social qui s'ouvrent* ». **Marie-Noëlle Lienemann, de l'aile gauche du PS** : « *Les efforts demandés au patronat sont flous tandis que ceux demandés aux salariés sont sonnants et trébuchants* ». **Dominique Watrin (CRC, communistes)** : « *Vous avez bradé le code du travail et les droits des salariés* ». **Groupe écologiste** : « *Si des progrès existent, les reculs étaient trop importants (mobilité contrainte, licenciements massifs facilités, changement des clauses du contrat imposé au salarié) pour emporter notre adhésion* ». Pour l'**UMP**, il s'agit d' « *un nouveau couac qui met en évidence les fortes tensions au sein de la majorité sénatoriale* ».

<http://www.leparisien.fr/economie/emploi/texte-sur-l-emploi-le-senat-adopte-le-projet-de-loi-les-communistes-furieux-21-04-2013-2745197.php#xtor=EREC-109----1346501@1>

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 21/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

#### ● Les Français se préparent à une nouvelle chute de leur pouvoir d'achat en 2013

D'après un sondage *60 millions de consommateurs/Mediaprimis*, 79 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé en 2012 et 77% s'attendent à ce que celui-ci diminue encore en 2013. « *En cause : l'augmentation des impôts et taxes, citée par 71,6 %, mais également la hausse de prix de plusieurs dépenses contraintes comme l'énergie (85,6 %), les produits de grande consommation (72,9 %) et le carburant (69,5 %)* ». **L'expansion** : « *Près d'un quart des Français déclare avoir désormais "de plus en plus de mal à joindre les deux bouts en fin de mois" (48,4 % chez les personnes gagnant moins de 1 500 euros), et plus de quatre sur dix annoncent "avoir supprimé certaines dépenses et se priver plus*

qu'avant". Pour s'en sortir, plus d'un Français sur deux se trouve ainsi contraint de mettre moins d'argent de côté (54,5 %), voire de puiser dans son épargne (52,9 %) ». **Thomas Laurenceau**, rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs : « L'heure n'est plus aux petits ajustements, elle est aux remises en cause plus drastiques. Les Français ont déjà réduit leurs achats plaisir, leurs dépenses inutiles, en 2013, ils vont resserrer leur ceinture d'un nouveau cran et taper dans l'essentiel. [...] Il y a désormais une vraie fracture entre ceux qui ont encore un peu de marge de manœuvre, et les autres qui ont déjà réduit tout ce qu'ils pouvaient et qui vont désormais devoir tailler dans les besoins de base. [...] Dans les ménages les moins aisés, une personne sur deux (52 %) renonce à préserver sa santé : elle n'en a pas les moyens. On est loin de la chasse aux dépenses futiles. Derrière la question du pouvoir d'achat, ce sont désormais des éléments constitutifs de notre pacte social qui se jouent ».

[http://lexpansion.leexpress.fr/economie/les-francais-se-preparent-a-une-nouvelle-chute-de-leur-pouvoir-d-achat-en-2013\\_381584.html#xtor=AL-189](http://lexpansion.leexpress.fr/economie/les-francais-se-preparent-a-une-nouvelle-chute-de-leur-pouvoir-d-achat-en-2013_381584.html#xtor=AL-189)

(Source : <http://lexpansion.leexpress.fr> du 22/04/2013)

#### ● L'épargne salariale débloquée pour 6 mois dès cet été

Le débloqué exceptionnel de l'épargne salariale des Français va devenir réalité. Un montant maximal de 20 000 euros par bénéficiaire sera débloqué de façon anticipée, exonéré de cotisations sociales et d'impôt, pendant 6 mois. Sont concernés un peu plus de 7 millions de salariés. Les fonds pourront être retirés en une seule fois, sans justification pour un achat spécifique. Cette proposition de loi devrait entrer en vigueur en juillet. Le débloqué sera néanmoins soumis à un accord avec le chef d'entreprise ou à des accords collectifs, afin de ne pas mettre les entreprises en difficulté. Ne sont pas concernés : Perco et fonds solidaires.

[http://lexpansion.leexpress.fr/economie/l-epargne-salariale-debloquee-pour-6-mois-des-cet-ete\\_381594.html#xtor=AL-189](http://lexpansion.leexpress.fr/economie/l-epargne-salariale-debloquee-pour-6-mois-des-cet-ete_381594.html#xtor=AL-189)

(Source : <http://lexpansion.leexpress.fr> du 22/04/2013)

#### COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

##### ● La baisse des allocations familiales touchera 15 % des Français

- **Jean-Marc Ayrault**, premier ministre : « Ce sera les plus hauts revenus, autour de 15 % des gens concernés. [...] On gardera l'universalité des allocations familiales, c'est-à-dire que toutes les personnes auront des allocations familiales. Mais à partir d'un certain niveau de revenus, ça sera progressif. Cette affaire n'est pas tranchée puisque je dois dans les prochaines semaines me rendre devant le Haut Conseil (de la famille, NDLR), où tous les partenaires autour de la table pourront en débattre avec moi ».

[http://www.challenges.fr/economie/20130417.CHA8413/la-baisse-des-allocations-familiales-touchera-15-des-francais.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130417](http://www.challenges.fr/economie/20130417.CHA8413/la-baisse-des-allocations-familiales-touchera-15-des-francais.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130417)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 17/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

##### ● Apple, Amazon, Facebook : un manque à gagner fiscal de près d'un milliard d'euros

C'est une étude de **Greenwich Consulting** pour la Fédération française des télécoms qui le dit : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft « auraient payé 22 fois plus d'impôts sur les sociétés si leurs activités de production étaient localisées et taxées en France, soit 828 millions d'euros au lieu de 37,5 millions. Si l'on ajoute la perte de TVA sur l'e-commerce, l'ardoise s'élèverait entre 1,1 et 1,5 milliard d'euros ». **Apple** et **Microsoft** seraient à l'origine du manque à gagner le plus important : « Ils seraient tous deux redevables de 317 millions d'euros alors qu'ils n'auraient respectivement payé que 6,7 millions et 22 millions d'IS, en ayant déclaré, à la faveur de mécanismes tels que 'le double irlandais' ou le 'sandwich néerlandais', un chiffre d'affaires 12 et 4 fois inférieur à ce qu'ils réaliseraient véritablement sur le territoire. Le montant est nettement supérieur au redressement fiscal de 52,5 millions d'euros notifié à Microsoft il y a quelques semaines sur les prix de transfert entre filiales (loin des 778 millions réclamés au Danemark par exemple) ». **Google**, lui, devrait 162 millions d'euros « contre 30 fois moins versé au fisc français ». **Facebook**, de son côté, aurait généré un chiffre d'affaires de 140 millions d'euros en France en 2011 « et n'a payé que

50 000 euros d'impôt, contre 21,2 millions estimé ». Enfin, Amazon aurait réalisé des ventes 8 fois supérieures à ce qu'il déclare ; il devrait 109 millions, « contre 3,3 millions acquittés ».

<http://www.latribune.fr/technos-medias/20130417trib000759946/apple-amazon-facebook-un-manque-a-gagner-fiscal-de-pres-d-un-milliard-d-euros.html>

- La mission d'expertise sur la fiscalité numérique, dite « rapport Collin et Colin » (198 pages). L'explication du « double irlandais » et du « sandwich néerlandais » se trouve page 21 :

[http://www.redressement-productif.gouv.fr/files/rapport-fiscalite-du-numerique\\_2013.pdf](http://www.redressement-productif.gouv.fr/files/rapport-fiscalite-du-numerique_2013.pdf)

(Sources : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) du 17/04/2013, Delphine Cuny, [www.redressement-productif.gouv.fr](http://www.redressement-productif.gouv.fr))

#### ● Evasion fiscale : 353 Français démarchés par UBS

353 Français sont suspectés d'avoir des comptes en Suisse (il est déjà démontré qu'une cinquantaine d'entre eux détiennent bien des avoirs en Suisse – reste juste à déterminer s'ils ont été déclarés ou non au fisc français). Ils font actuellement l'objet d'une enquête du fisc, dans le cadre de quatre demandes d'entraide administrative, adressées aux autorités suisses. Ceci à l'initiative de deux juges d'instruction, Guillaume Daïeff et Serge Tournaire. Les deux magistrats ont été saisis le 12 avril 2012, après l'ouverture par le parquet de Paris d'une information judiciaire pour « démarchage bancaire ou financier par personne non habilitée et blanchiment de fraude fiscale et de fonds obtenus à l'aide d'un démarchage illicite, commis en bande organisée ». C'est une note anonyme qui a déclenché toute l'affaire. **Le Monde** : « Des démarcheurs d'UBS Suisse auraient tenté de convaincre de riches contribuables français de placer leurs avoirs de l'autre côté des Alpes. La note décrivait notamment le rôle supposé de chargés d'affaires en Suisse et en France et de membres de la direction d'UBS France dans cette double comptabilité. Ce système permettait, toujours selon cette note, de ne pas laisser de trace dans les outils officiels de la banque, tout en calculant les opérations des commerciaux pour leurs bonus de fin d'année ». Aujourd'hui, trois personnes sont mises en examen : Laurent Lorentz, responsable de l'antenne strasbourgeoise, poursuivi pour « complicité de démarchage illicite, blanchiment et recel de ce délit » ; Hervé d'Halluin, l'ancien directeur de la filiale lilloise, et enfin Patrick de Fayet, l'ancien directeur général d'UBS France. La filiale française du géant suisse se défend de toute malversation, mais s'attend à être poursuivie comme personne morale.

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/04/18/evasion-fiscale-353-francais-demarches-par-ubs\\_3161786\\_3234.html#xtor=EPR-32280229-\[NL\\_Titresdujour\]-20130419-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/04/18/evasion-fiscale-353-francais-demarches-par-ubs_3161786_3234.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20130419-[titres])

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 19/04/2013, Gérard Davet, Fabrice Lhomme & Simon Piel)

#### LA VIE DES ENTREPRISES

##### ● Plan social chez le voyageur Thomas Cook France

Le 16 avril, Thomas Cook France a annoncé la suppression de 170 postes. L'entreprise emploie 1 500 personnes.

[http://www.liberation.fr/economie/2013/04/16/plan-social-chez-le-voyagiste-thomas-cook-france\\_896573](http://www.liberation.fr/economie/2013/04/16/plan-social-chez-le-voyagiste-thomas-cook-france_896573)

(Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 16/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

##### ● SNCF : l'Etat appelé à reprendre les commandes

Deux rapports concernant la SNCF ont été remis à Jean-Marc Ayrault le 21 avril. Le premier, élaboré par Jacques Auxiette, président de la commission infrastructures et transports de l'Association des Régions de France (ARF), comporte 42 propositions. Il recommande la création d'un pôle public unifié (PPU), destiné à réunir « la SNCF et un nouveau gestionnaire d'infrastructure regroupant RFF (Réseau ferré de France), la direction des circulations ferroviaires, la branche SNCF Infra, ainsi que Gares et Connexions ». Le PPU serait présidé par le ministre des transports, assisté d'un Conseil d'administration comportant représentants de l'Etat, des régions, des salariés et des usagers. Sa mission, dictée par une loi d'orientation et de programmation ferroviaire quinquennale, serait de « définir les moyens alloués aux investissements, les dotations aux opérateurs ferroviaires, les évolutions tarifaires, les projets d'infrastructure ». Pour **Jacques Auxiette**, il faut « stopper la trop grande autonomie de gestion de la SNCF », il faut aussi que l'Union européenne accepte

« le principe de subsidiarité de l'organisation du système ferroviaire national ». Le deuxième rapport, signé **Jean-Louis Bianco**, « prône une gestion distincte des activités d'exploitation et de gestion des infrastructures ».

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/04/21/20002-20130421ARTFIG00223-sncf-l-etat-appelle-a-reprendre-les-commandes.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 21/04/2013)

#### ● **Hermès fait décoller ses résultats**

Hermès a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 10,3 % au premier trimestre à 856,8 millions d'euros.

[http://www.challenges.fr/conso-et-luxe/20130422.CHA8600/hermes-fait-decoller-ses-resultats.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130422](http://www.challenges.fr/conso-et-luxe/20130422.CHA8600/hermes-fait-decoller-ses-resultats.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130422)

(Source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 22/04/2013)

#### ● **Lakshmi Mittal : « Nous n'envisageons aucune nouvelle fermeture en France »**

**Lakshmi Mittal**, numéro un mondial de l'acier, a accordé un entretien au Journal du Dimanche : « [...] La France est un marché clé pour ArcelorMittal. Nous comptons rester ici et investir. La fermeture des hauts-fourneaux de Florange ne doit pas faire oublier notre objectif de fond. Nous voulons créer une production durable et pour cela il faut augmenter la compétitivité de notre dispositif industriel en France. [...] Pour augmenter la productivité de nos sites en France, il faudrait que les coûts de l'énergie soient moins chers, comme aux États-Unis ou en Allemagne. En France, le coût du travail est, par exemple, 20 % plus élevé qu'en Espagne, et votre droit du travail reste encore trop rigide. De façon plus globale, il est regrettable que l'Europe n'agisse pas en rempart contre les importations d'acier à bas prix des pays émergents. [...] En 2012, la demande d'acier en Europe a chuté de 9 %. Un plongeon, qui plus est dans un continent en récession qui ne génère pas de croissance. À partir de 2014, nous faisons l'hypothèse d'une hausse de 3 % par an. À ce rythme, nous n'aurons toujours pas rattrapé en 2020 les niveaux de 2007. Nos installations vont rester en surcapacité. Et l'industrie européenne de l'acier n'est pas assez compétitive pour exporter. [...] Je sais que Florange est devenu le symbole de la sidérurgie française. Mais nous y faisons toujours travailler plus de 2 000 personnes et en employons près de 20 000 en France sur une cinquantaine de sites. Je regrette que nous devions fermer ces hauts-fourneaux et je comprends la peine des gens qui y travaillaient. Le lieu est chargé d'histoire. Tant que nous avons pu les garder en activité nous l'avons fait. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. [...] Si la situation économique ne se détériore pas à nouveau au cours des prochaines années, nous n'envisageons aucune nouvelle fermeture en France ».

- **L'intégralité de l'entretien avec Lakshmi Mittal, par Bruna Basini :**

<http://www.lejdd.fr/Economie/Entreprises/Actualite/Mittal-Nous-n-envisageons-aucune-nouvelle-fermeture-en-France-interview-603084>

(Source : [www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr) du 20/04/2013, Bruna Basini – Le Journal du Dimanche)

#### ● **Selon la CGT, GDF Suez prévoit de supprimer 4 000 emplois**

Selon la CGT, GDF Suez prévoit de supprimer plus de 4 000 emplois sur trois ans. Le plan, Perform 2015, viserait 4,5 milliards d'euros d'économies d'ici à 2015. La CGT demande à l'Etat, actionnaire à 36 %, de prendre ses responsabilités. A l'heure où est écrit cet article, GDF Suez n'a fait aucun commentaire sur le sujet.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/04/22/97002-20130422FILWWW00338-gdf-suez-prevoirait-de-supprimer-4000-emplois.php>

(Source : [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) du 22/04/2013)

#### ● **Dernière minute : Air France, le comité central d'entreprise est placé en redressement judiciaire**

<http://www.leparisien.fr/economie/air-france-le-comite-d-entreprise-au-bord-du-gouffre-23-04-2013-2751375.php>

(Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 23/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

## OPINIONS/VIE POLITIQUE

### ● **Hervé Gattegno** : « *C'est démontré : l'austérité est une erreur de calcul* »

- **Hervé Gattegno**, éditorialiste au Point : « *Deux éminents professeurs de Harvard, anciens du FMI, ont démontré en 2010 que les pays les plus endettés sont ceux où la croissance est la plus faible. D'où ce théorème : pour relancer l'économie, la priorité doit aller au désendettement des États. Nous savons maintenant qu'en fait, les deux savants se sont trompés dans leurs calculs. Ce sont d'autres experts, d'une autre université, qui l'ont découvert en refaisant les totaux. [...] La fameuse étude a été brandie par les apôtres de la rigueur comme une des tables de la loi. Le secrétaire US au Trésor, le commissaire européen à l'Économie, des dizaines d'experts (ou supposés tels) s'y sont référés pour plaider l'austérité. En France, le texte était cité en introduction du budget 2010 du gouvernement Fillon - et le désendettement à marche forcée est l'un des (rares) points sur lesquels François Hollande s'inscrit dans la continuité de Nicolas Sarkozy... On sait pourtant que l'austérité est un sujet qui divise les partis, surtout à gauche où certains disent depuis longtemps que la rigueur budgétaire est un mauvais calcul politique. Savoir qu'il repose sur un mauvais calcul mathématique ne va pas les dissuader... [...] Les calculs, même vrais, laissent toujours une place aux interprétations idéologiques. Cela dit, le FMI a déjà avoué qu'une fausse équation arithmétique l'avait conduit à minorer l'impact des restrictions budgétaires sur l'économie des pays. En clair, les grands comptables de Washington ont compris ce que les manifestants grecs hurlent depuis trois ans : les cures d'austérité imposées aux peuples d'Europe sont comme les saignées des médecins de Molière - des remèdes qui vous tuent plus sûrement que le mal. À présent, on sait en plus que les chiffres qui justifiaient le tour de vis ne valaient pas un clou... » Répondant à la question, « Comment se fait-il qu'il ait fallu attendre ces contre-expertises pour arriver à ces constatations ? », **M. Gattegno** répond : « C'est le plus troublant de l'histoire. On finit par oublier que ces alignements de chiffres représentent le travail d'êtres humains, les marchandises qu'ils produisent, celles qu'ils achètent... Dans la vie réelle, il n'y a pas un pays où l'austérité ait fait reculer le chômage, augmenté le pouvoir d'achat et fait repartir l'économie. Mais les chiffres disaient le contraire... C'est comme si on refusait d'ouvrir la fenêtre dans une pièce où l'on étouffe parce que le thermomètre indique qu'il fait froid. À part cela, le FMI annonce la récession en France et dans la zone euro. Avant de s'affoler, on devrait peut-être refaire les additions... »*

[http://www.lepoint.fr/politique/parti-pris/c-est-demonstre-l-austerite-est-une-erreur-de-calcul-19-04-2013-1656814\\_222.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20130419](http://www.lepoint.fr/politique/parti-pris/c-est-demonstre-l-austerite-est-une-erreur-de-calcul-19-04-2013-1656814_222.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20130419)

(Source : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) du 19/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

### ● **Martine Aubry** : « *Aider nos PME à s'implanter* » en Chine

- **Martine Aubry**, représentante spéciale du ministre des Affaires étrangères pour la Chine, a accordé un entretien au Journal du Dimanche : « *Je vais en Chine très régulièrement depuis quinze ans. J'ai toujours été intéressée par cette grande civilisation, je voulais la découvrir. [...] Je voulais aussi comprendre comment en une génération la Chine est passée du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle et comment elle allait aborder les grands enjeux qui sont devant elle : le nouveau modèle de développement durable, le vieillissement de la population et la réduction des inégalités. [...] Entre la France et la Chine, il y a toujours eu une relation particulière, une relation quasi affective. La Chine a toujours regardé la France comme une terre de culture et nous la regardons comme une grande civilisation. Les Chinois n'ont jamais oublié que le général de Gaulle fut le premier chef d'État à reconnaître la République populaire de Chine. [...] Les autorités chinoises veulent renouer avec la France. On ne peut pas être un grand pays sans s'intéresser à la Chine. Ce sera bientôt la première économie mondiale. François Hollande souhaite relancer le dialogue politique avec les Chinois, rééquilibrer nos relations économiques et développer les échanges avec la société civile. François Hollande souhaite aider nos entreprises à gagner et développer des parts de marché en Chine. Il souhaitera dire aux Chinois que leurs investissements sont bienvenus en France. L'important, c'est la création d'emplois dans notre pays. [...] Nous devons accompagner nos entreprises, et pas seulement celles du CAC 40. L'agroalimentaire français doit être plus présent dans les*

commerces chinois, nous devons aider à construire des villes durables. Dans le domaine de la santé, nous devons obtenir des autorisations de mise sur le marché de nos produits pharmaceutiques, comme des vaccins par exemple. Il faut nouer des relations directes, dire les choses. Certains grands groupes de distribution qui s'implantent en Chine avaient besoin de foncier, nous les avons aidés à avoir des contacts. [...] Ma méthode part de l'analyse des besoins des Chinois (mieux se nourrir, se soigner et mieux vivre) et de nos pôles d'excellence dans ces domaines. Il faut mettre les mains dans le cambouis pour accompagner chaque projet, trouver les bons modes d'entrée et les bons interlocuteurs. J'ai la conviction qu'on peut exporter beaucoup plus et qu'il faut aider nos entreprises, et notamment nos PME. Être très opérationnelle, c'est ce qui me passionne. En allant en Chine, je travaille aussi pour l'emploi en France ».

<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Aubry-Aider-nos-PME-a-s-implanter-en-Chine-interview-603096>

(Source : [www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr) du 20/04/2013, Cécile Amar – Le Journal du Dimanche)

### TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS

#### ● La formation professionnelle des demandeurs d'emploi en 2011 : baisse de 4 % des entrées en formation

- **Présentation par le ministère du Travail et de l'Emploi** : « En 2011, 566 000 demandeurs d'emploi sont entrés en formation (- 4,5 % par rapport à 2010). Ces stagiaires ont suivi 648 000 formations, soit une baisse de 4 % du nombre de stages effectués.

Les régions ont financé les coûts pédagogiques de 57 % des stages débutés en 2011 et leurs actions ont été, pour 52 % d'entre elles, destinées aux jeunes en insertion. Pôle emploi a financé 20 % des stages, l'État 9 % tandis que les autres financements ont été assurés par les stagiaires eux-mêmes (5 %), des Opca et des Opacif (6 %), l'Agefiph, des collectivités territoriales autres que les régions (3 %). En 2011, Pôle emploi a financé 15 % de stages de plus qu'en 2010 et 52 % de plus qu'en 2009.

Tous financeurs confondus, les formations débutées en 2011 ont duré en moyenne 4,4 mois. Les stages financés par Pôle emploi, qui visent davantage à répondre à des besoins immédiats des entreprises, sont beaucoup plus courts (2,4 mois en moyenne) et ceux financés par l'État ou les régions plus longs (respectivement 4,6 mois et 4,7 mois).

Sur l'ensemble de l'année 2011, les demandeurs d'emploi ayant débuté une formation représentent 20,3 % du nombre moyen de chômeurs au sens du BIT sur l'année, soit 0,7 point de moins qu'en 2010 ».

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualite-presse,42/breves,2137/etudes-recherches-statistiques-de,76/etudes-et-recherches,77/publications-dares,98/dares-analyses-dares-indicateurs,102/2013-027-la-formation,16153.html>

- **Le rapport de la Darès dans son intégralité (9 pages)** :

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2013-027.pdf>

(Source : <http://travail-emploi.gouv.fr> du 17/04/2013)

[Retour au sommaire](#)

**Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France.** En ligne tous les mercredis  
Directeur de publication : le directeur Philippe Renard  
Rédacteur en chef : Eric Tessier.  
Contact : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)